

# Un document confidentiel propose dix pistes pour diminuer le nombre de profs

Le Monde | 31.05.10 | 14h40 • Mis à jour le 31.05.10 | 18h27

**C**e document "*ne devrait pas se trouver entre les mains d'un journaliste*", soupire-t-on dans l'entourage de Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale. Le [document](#) que *Le Monde* s'est procuré était en effet à usage interne au ministère.

Comment continuer à dégraisser le "mammoth" ? Tel est l'objet de cette présentation PowerPoint accompagnée de fiches qui a été discutée lors d'une réunion, début mai, avec les recteurs d'académie. Ceux-ci sont invités à réfléchir à la manière dont chaque académie peut "*mobiliser les gisements d'efficience*" pour tenir l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour 2011-2013, et ce, "*sans dégrader les performances globales*". Ce "*dialogue*" doit aboutir à l'élaboration, d'ici au 15 juin, d'un "*schéma d'emplois 2011-2013*". Dès 2011, de 15 000 à 17 000 postes sont à supprimer.

Le document propose une méthode de travail et, surtout, des pistes d'économies. Dix "*leviers*" ont été identifiés : cinq dans le primaire et cinq dans le secondaire. A chaque académie de voir, en fonction de ses caractéristiques propres, quels leviers elle peut actionner pour économiser des postes.

Est-il possible, par exemple, d'augmenter la taille des classes ? L'une des fiches annexées au document indique que, dans le primaire, "*toutes les marges en termes de taille des classes n'ont pas encore été utilisées*". Hypothèse d'autant plus envisagée que le nombre d'élèves par classe est resté stable ces dernières années. "*Les études et expériences les plus récentes indiquent que la diminution des effectifs dans les classes n'a pas d'effet avéré sur les résultats des élèves et que les très petites écoles ne s'avèrent plus toujours performantes*", indique la fiche.

Les académies sont donc invitées à envisager cette solution qui permet rapidement des économies de postes. "*En théorie, une augmentation d'un élève par classe en moyenne devrait se traduire, au niveau national, par une économie de près de 10 000 classes, soit un peu plus de 4 % du contingent total*", souligne la fiche. Dans l'entourage du ministre, on souligne qu'il existe de grandes différences selon académies, citant le cas de Wallis-et-Futuna où l'on compte "*sept élèves par enseignant en moyenne*" ou celui de "*collèges à 35 élèves en Isère*".

La fermeture, la fusion ou le regroupement de petites écoles, rurales pour l'essentiel, sont également citées comme moyen d'économiser des postes. Un quart des 54 000 écoles de France ne compte en effet qu'une ou deux classes. Il y a donc de la marge, fait valoir le ministère. La fermeture d'écoles *"peut encore progresser, en accord avec les communes concernées"*, précise-t-il dans le document.

Autre "coupe" possible, la scolarisation des enfants de 2 ans. Réservée en priorité aux écoles situées dans un environnement social défavorisé, elle a globalement chuté de 35 %, il y a dix ans, à 15 % aujourd'hui. Mais, là encore, certaines académies sont bien au-delà de la moyenne nationale : à Lille, le taux est de 42 %, contre 4 % à Paris.

Les académies sont aussi priées de mieux organiser le remplacement des enseignants absents en recourant à des non-titulaires ; de placer davantage les sessions de formation continue pour les professeurs *"hors temps scolaire"*, de supprimer *"un millier d'emplois"* d'intervenants extérieurs et d'assistants étrangers en langue *"sans nuire à la qualité de la formation dispensée aux élèves"*...

L'objectif, dit-on dans l'entourage de M. Chatel, *"n'est pas de dégrader le service public d'enseignement, mais de le rendre plus efficace"*, en impliquant les acteurs de terrain. *"Nous voulons revoir la gouvernance de cette maison en responsabilisant les autorités académiques plutôt qu'en faisant tomber des oukases de Paris. C'est une révolution copernicienne."*

Les troupes restent à convaincre, si l'on en croit le principal syndicat d'enseignants du primaire. Le SNUipp-FSU considère qu'il s'agit là *"d'hypothèses inacceptables et insupportables pour l'avenir des élèves"*. *"Ces mesures, dit-il, si elles se confirmaient, se traduiraient par des milliers d'enseignants des écoles manquant devant les élèves lors des rentrées 2011, 2012 et 2013. Le président de la République veut-il devenir le champion de "l'absentéisme" des enseignants dans les écoles ?"*

**Benoît Floch'h**

Article paru dans l'édition du 01.06.10